

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 698

[C — 2001/27147]

**7 MAART 2001. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** In artikel 8, § 1, van het decreet van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De ombudsman stelt de Waalse Gewestraad in kennis van zijn begrotingsontwerp en van zijn rekeningen, alsmede van de opmerkingen van het Rekenhof. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota's

(1) *Zitting 2000-2001*

Stukken van de Raad 173 (2000-2001), Nrs 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 februari 2001

Bespreking - Stemming.



F. 2001 — 699

[C — 2001/27146]

**15 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une prime aux entreprises qui créent ou développent une plate-forme de commerce électronique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001, allocation de base 51.05 du programme 03 de la Division organique 12;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, alinéa 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 octroyant une prime aux entreprises qui créent ou développent une plate-forme de commerce électronique;

Vu l'urgence,

Considérant que la mise en place d'une plate-forme de commerce électronique nécessite de nombreux mois de travail entre la P.M.E. et le concepteur et qu'il est opportun de poursuivre des incitations afin de soutenir les P.M.E. qui ont débuté un projet de plate-forme de commerce électronique avant le 30 juin 2000;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 cessera d'être en vigueur le 30 mars 2001 et qu'il s'indique, dès lors, de prendre sans délai des mesures afin de prolonger ce soutien aux P.M.E. et de ne pas pénaliser celles qui ont réalisé des dépenses avant le 30 juin 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Peut bénéficier de la prime, l'entreprise :

1° dont l'effectif d'emploi est inférieur ou égal à 100 travailleurs;

2° et dont :

a) soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euro;

b) soit le total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euro.

3° et qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux prescriptions énumérées au présent article.

§ 2. Le seuil visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, peut être dépassé dans deux cas :

1° si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas aux prescriptions visées au § 1<sup>er</sup>;

§ 3. Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de l'entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote. »

**Art. 2.** Pour bénéficier de la prime, l'entreprise ne doit pas relever d'un des secteurs exclus visés à l'article 32.2, § 2, alinéa 2, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Les dépenses ou les investissements, d'un minimum de cent mille francs, doivent être directement liés à la mise à disposition sur internet des éléments repris à l'article 4, que ce soit par la création d'un site autonome ou par le recours à une plate-forme existante. Les frais de location ou d'hébergement, pour une durée d'un an maximum, peuvent être pris en considération, à l'exclusion de tous autres frais.

**Art. 3.** La prime représente 50 % du montant des dépenses ou des investissements réalisés en vue de créer, de louer ou de développer une plate-forme de commerce électronique, sans toutefois dépasser le montant de 500 000 francs.

L'entreprise ne peut bénéficier qu'une seule fois de la prime et ne peut la cumuler avec une autre aide publique pour le même objet.

**Art. 4.** La plate-forme de commerce électronique doit obligatoirement être réalisée en deux langues et doit comprendre :

1° une présentation de l'entreprise et ses conditions générales de vente;

2° un catalogue ou la base de données des produits ou des services offerts avec leurs tarifs;

3° un système de communication avec le client, comportant impérativement l'option du courrier électronique et un formulaire électronique de commande avec accusé de réception;

4° une description précise du système de livraison et du système de paiement;

5° les mentions légales et juridiques nécessaires avec, impérativement, la juridiction compétente en cas de litige.

La plate-forme de commerce électronique doit également comprendre :

1° un système de facturation en ligne;

2° un système de paiement électronique.

**Art. 5.** L'entreprise qui sollicite la prime doit apporter la preuve qu'elle est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales et sociales.

Elle introduit sa demande auprès de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne, accompagnée d'une copie de la (ou des) facture(s), des dépenses ou des investissements réalisés.

Les demandes de primes doivent être réceptionnées par l'Administration au plus tard le 31 décembre 2001.

**Art. 6.** Le directeur général de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne prend sa décision sur base d'un contrôle opéré, via internet, de l'existence du site, de la présence des conditions minimum visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et de la conformité des factures aux dépenses et aux investissements admis.

Si les conditions sont remplies, la prime est versée à l'entreprise.

**Art. 7.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 octroyant une prime aux entreprises qui créent ou qui développent une plate-forme de commerce électronique est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2001.

**Art. 9.** Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux subventions visées par le présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la délégation dont il est investi en vertu de cet alinéa est, à défaut de dispositions particulières prises par lui-même, accordée pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement à l'inspecteur général de la Division concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur général visé à l'alinéa 2, la délégation dont il est investi en vertu de cet alinéa est accordée, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la Direction concernée.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 699

[C — 2001/27146]

**15. FEBRUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe,  
die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001, Basiszuwendung 51.05 des Programms 03 des Organisationsbereichs 12;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, Absatz 3;

Aufgrund des am 9. Februar 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Februar 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Einrichtung einer elektronischen Handelsplattform monatelange Arbeit seitens der K.M.B. und des Entwerfers erfordert und dass es zweckmäßig ist, weitere Anreize zu geben, um diese K.M.B., die bereits vor dem 30. Juni 2000 ein Projekt für eine elektronische Handelsplattform begonnen haben, zu unterstützen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 am 30. März 2001 außer Kraft tritt und es demzufolge angebracht ist, unverzüglich Maßnahmen zu treffen, um diese Unterstützung der K.M.B. zu verlängern und um zu vermeiden, dass die K.M.B., die vor dem 30. Juni 2000 Ausgaben getätigt haben, benachteiligt werden;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - § 1. Der Betrieb kann in den Genuss der Prämie gelangen,

1° wenn sein Personalbestand 100 Arbeitnehmer nicht überschreitet;

2° wenn:

a) entweder sein Jahresumsatz 40 Millionen EURO nicht überschreitet;

b) oder die Gesamtsumme seiner Jahresbilanz 27 Millionen EURO nicht überschreitet;

3° und wenn er nicht um mindestens 25 % des Kapitals oder der Stimmrechte Eigentum eines oder mehrerer Betriebe ist, die den in dem vorliegenden Artikel angegebenen Bestimmungen nicht entsprechen.

§ 2. Die in § 1, 3° erwähnte Schwelle kann in zwei Fällen überschritten werden:

1° wenn der Betrieb Eigentum öffentlicher Beteteiligungsunternehmen, Risikokapitalunternehmen oder institutioneller Anleger ist und unter der Bedingung, dass diese auf individueller oder gemeinsamer Grundlage keinerlei Kontrolle auf den Betrieb ausüben;

2° wenn sich aus der Kapitalstreuung ergibt, dass unmöglich herauszustellen ist, wer über das Kapital verfügt, und wenn der Betrieb erklärt, dass er guten Rechts vermuten kann, nicht Eigentum eines oder mehrerer Betriebe zu sein, die den in § 1 angegebenen Bestimmungen nicht entsprechen;

§ 3. Die Berechnung der Personalbestands- und Finanzschwelle erfolgt durch die Summierung der Daten des Betriebs und aller Betriebe, in denen er direkt oder indirekt über 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte verfügt.

**Art. 2** - Um in den Genuss der Prämie zu gelangen, darf der Betrieb nicht zu einem der in Artikel 32.2, § 2, Absatz 2 des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung erwähnten ausgeschlossenen Wirtschaftszweige gehören.

Die Ausgaben oder Investitionen von einem Betrag von mindestens hunderttausend Franken müssen unmittelbar mit der Zurverfügungstellung im Internet der in Artikel 4 angeführten Elemente verbunden sein, sei es durch die Schaffung einer unabhängigen Webseite oder durch die Benutzung einer bereits vorhandenen Plattform. Die Kosten für die Miete oder die Benutzung können mit Ausnahme aller anderen Kosten für einen Zeitraum von höchstens einem Jahr berücksichtigt werden.

**Art. 3** - Die Prämie entspricht 50 % des Betrags der Ausgaben oder Investitionen, die zwecks der Schaffung, der Miete oder der Entwicklung einer elektronischen Handelsplattform vorgenommen werden, ohne jedoch den Betrag von 500.0000 Franken zu überschreiten.

Der Betrieb kann die Prämie nur einmal erhalten und darf diese nicht zugleich mit einer anderen öffentlichen Beihilfe für den gleichen Gegenstand beziehen.

**Art. 4** - Die elektronische Handelsplattform muss zwangsweise in zwei Sprachen ausgeführt werden und Folgendes enthalten:

- 1° eine Vorstellung des Betriebs und seiner allgemeinen Geschäftsbedingungen;
- 2° einen Katalog oder eine Databank über die angebotenen Produkte und Dienstleistungen unter Angabe der Preise;
- 3° ein System zur Kommunikation mit den Kunden, das zwangsweise die Option E-mail und ein elektronisches Bestellformular mit Empfangsbestätigung enthält;
- 4° eine genaue Beschreibung des Lieferungs- und Zahlungssystems;
- 5° die erforderlichen gesetzlichen und rechtlichen Angaben, wie auch zwangsweise die zuständige Gerichtsbarkeit für den Fall, dass ein Rechtsstreit vorliegt.

Die elektronische Handelsplattform muss ebenfalls Folgendes enthalten:

- 1° ein On-line-Fakturierungsverfahren;
- 2° ein elektronisches Zahlungssystem.

**Art. 5** - Der Betrieb, der die Prämie beantragt, muss den Nachweis erbringen, dass er mit den steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Vorschriften im Reinen ist.

Er reicht seinen Antrag unter Beifügung einer Abschrift der Rechnung(en), Ausgaben oder der getätigten Investitionen bei der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region ein.

Die Prämianträge müssen spätestens am 31. Dezember 2001 von der Verwaltung in Empfang genommen werden.

**Art. 6** - Der Generaldirektor der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region trifft seine Entscheidung auf der Grundlage einer via Internet durchgeführten Kontrolle hinsichtlich der tatsächlichen Existenz der Webseite, der Einhaltung der in Artikel 4, Absatz 1 erwähnten Mindestbedingungen und der Übereinstimmung der Rechnungen mit den zugelassenen Ausgaben und Investitionen.

**Art. 7** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2001 wirksam und tritt am 31. Dezember 2001 außer Kraft.

**Art. 9** - Dem Generaldirektor der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bezüglich der von dem vorliegenden Erlass betroffenen Zuschüsse einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Falls der in Absatz 1 erwähnte Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, wird die Vollmacht, mit der er aufgrund dieses Absatzes versehen ist, in Ermangelung von durch ihn selbst getroffenen Sonderbestimmungen während des Zeitraums der Abwesenheit oder Verhinderung dem Generalinspektor der betreffenden Abteilung erteilt.

Falls der in Absatz 2 erwähnte Generalinspektor abwesend oder verhindert ist, wird die Vollmacht, mit der er aufgrund dieses Absatzes versehen ist, während des Zeitraums der Abwesenheit oder Verhinderung dem Direktor der betreffenden Direktion erteilt.

**Art. 10.** Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

—  
VERTALING

N. 2001 — 699

[C — 2001/27146]

**15 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering  
tot verlening van een premie aan ondernemingen  
die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 14 december 2000 houdende de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001, basisallocatie 51.05 van het programma 03 van de Organisatieafdeling 12;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot verlening van een premie aan ondernemingen die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de installatie van een elektronische-handelsplatform een maandenlange samenwerking tussen de K.M.O. en de ontwerper inhoudt en dat het aangewezen is incentives te voort te zetten ter ondersteuning van de K.M.O.'s die een project van elektronische-handelsplatform hebben opgestart vóór 30 juni 2000;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 ophoudt van kracht te zijn op 30 maart 2001 en dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden genomen om de steunverlening aan K.M.O.'s voort te zetten en om ze niet te benadelen voor uitgaven die ze vóór 30 juni 2000 hebben verricht;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Een onderneming kan voor een premie in aanmerking komen wanneer :

1° haar personeelsbestand uit maximum 100 werknemers bestaat;

2° en wanneer :

a) ofwel haar jaaromzet maximum 40 miljoen euro bedraagt;

b) ofwel haar gezamenlijke jaarbalans maximum 27 miljoen euro bedraagt.

3° één of verscheidene bedrijven die niet aan de in dit artikel vermelde voorschriften beantwoorden minder dan 25 % van het kapitaal of van de stemrechten van de betrokken onderneming in handen hebben.

§ 2. De in § 1, 3°, bedoelde drempel kan in twee gevallen overschreden worden :

1° indien de onderneming in handen is van publiekrechtelijke participatiemaatschappijen, ondernemingen met risicodragend kapitaal of institutionele investeerders en op voorwaarde dat ze, individueel of gezamenlijk, geen controle uitoefenen op deze onderneming;

2° indien uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en dat de onderneming verklaart dat ze wettig kan veronderstellen dat één of verscheidene bedrijven die niet aan de in § 1 vermelde voorschriften beantwoorden ze ten belope van minder dan 25 % in handen hebben;

§ 3. Met het oog op de berekening van de drempels voor de personeelsformatie en voor de financiën worden de gegevens van de onderneming samengeteld met die van alle bedrijven waarvan ze rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van de stemrechten in handen heeft.

**Art. 2.** Om voor een premie in aanmerking te komen mag de onderneming niet ressorteren onder één van de uitgesloten sectoren bedoeld in artikel 32.2, § 2, tweede lid, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

De uitgaven of de investeringen, die minimum honderdduizend BEF bedragen moeten rechtstreeks dienen om de in artikel 4 bedoelde gegevens ter beschikking te stellen op het internet, hetzij door het creëren van een autonome site of d.m.v. een bestaand gemeenschappelijk platform. De bedragen die over maximum één jaar worden besteed aan het huren of het onderbrengen van de platforms kunnen in aanmerking worden genomen, met uitzondering van alle andere kosten.

**Art. 3.** De premie is gelijk aan 50 % van het bedrag dat wordt uitgegeven of geïnvesteerd om een elektronische-handelsplatform op het internet te creëren, te huren of te ontwikkelen en bedraagt maximum 500 000 BEF.

De onderneming heeft slechts recht op éénmaal de in dit besluit bedoelde premie en mag ze voor hetzelfde doel niet cumuleren met andere vormen van overheidssteun.

**Art. 4.** De elektronische-handelsplatform moet in twee talen bestaan en de volgende mogelijkheden bieden :

1° een voorstelling van de onderneming en de algemene voorwaarden;

2° een catalogus of databank van de producten en dienstverleningen, m.i.v. de tarieven;

3° een systeem om met de klant te communiceren, met als verplichte optie de e-mail en een elektronisch orderformulier met ontvangstbewijs;

4° een nauwkeurige omschrijving van het leverings- en betalingssysteem

5° de nodige wets- en rechtsteksten, m.i.v. de bevoegde rechtbank in geval van geschil.

De elektronische-handelsplatform moet tevens de volgende mogelijkheden bieden :

1° een on line-factureringssysteem;

2° een elektronisch betalingssysteem.

**Art. 5.** De onderneming die om de premie verzoekt moet het bewijs leveren dat ze de fiscale en sociale wetgeving en reglementering in acht neemt.

Zij dient haar aanvraag in bij het Directoraat-Generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest, samen met een afschrift van de factuur (facturen), de verrichte uitgaven of investeringen.

De premieaanvragen moeten het Bestuur uiterlijk 31 december 2001 toekomen.

**Art. 6.** De directeur-generaal van het Directoraat-Generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest beslist nadat hij via het internet heeft nagegaan of de site wel bestaat, of de in artikel 4, eerste lid, bedoelde minimale voorwaarden vervuld zijn en of de facturen de in aanmerking genomen uitgaven en investeringen dekken.

Als de voorwaarden vervuld zijn, wordt de premie aan de onderneming uitgekeerd.

**Art. 7.** Het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot verlening van een premie aan ondernemingen die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2001.

**Art. 9.** Machtiging wordt verleend aan de directeur-generaal van het Directoraat-Generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest om de kredieten voor de in dit besluit bedoelde toelagen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Bij afwezigheid of verhindering van de in het eerste lid bedoelde directeur-generaal, wordt de machtiging waarmee hij overeenkomstig dat lid bekleed is, bij gebrek aan bijzondere beschikkingen die hij zelf genomen heeft, voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling verleend.

Bij afwezigheid of verhindering van de in het tweede lid bedoelde inspecteur-generaal, wordt de machtiging waarmee hij overeenkomstig dat lid bekleed is, voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering aan de directeur van de betrokken Directie verleend.



**Art. 10.** De Minister van Economie, K.M.O.'s en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 15 februari 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 700 [2001/31095]

**8 JUNI 2000.** — Ordonnance relative à l'élaboration d'un rapport annuel sur l'état de la pauvreté dans la Région de Bruxelles-Capitale (1)

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** Au sens de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° « *Assemblée réunie* » : l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune;

2° « *Collège réuni* » : le Collège réuni de la Commission communautaire commune;

3° « *CPAS* » : Centre public d'aide sociale;

4° « *Personnes et organismes concernés* » : les personnes et organismes, publics ou privés qui, outre les CPAS, œuvrent activement en matière de lutte contre la précarité, la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités d'accès aux droits dans la Région de Bruxelles-Capitale, dont la liste est arrêtée par le Collège réuni.

#### CHAPITRE II. — De l'élaboration du rapport annuel

**Art. 3.** Chaque année, le 15 février au plus tard, le Collège réuni communique aux personnes et organismes concernés, un rapport faisant la synthèse des mesures prises par Commission communautaire commune durant l'année civile précédente, en matière de lutte contre la précarité, la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités d'accès aux droits.

Le Collège réuni dépose de même ce rapport ainsi que la liste des personnes et organismes concernés sur le bureau de l'Assemblée réunie.

**Art. 4.** Chaque année, le 31 mars au plus tard, les personnes et organismes concernés qui souhaitent participer à la table ronde visée à l'article 7, communiquent au Collège réuni leur rapport d'activités relatif à l'année civile précédente, ainsi qu'un rapport faisant la synthèse de leurs suggestions et commentaires de nature à contribuer au débat.

Le Collège réuni peut arrêter un modèle type de rapport d'activités, en vue d'en faciliter la lecture comparée et d'en améliorer la pertinence pour le débat.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Chaque année, le 31 mars au plus tard, chaque CPAS communique au Collège réuni les données visées au fichier signalétique annexé à la présente ordonnance.

Le Collège réuni peut, de l'avis des CPAS, modifier le fichier signalétique, en vue d'en améliorer la pertinence pour le débat. Dans ce cas, les CPAS ont un mois pour donner leur avis.

§ 2. Chaque CPAS peut joindre au fichier signalétique rempli tous documents, commentaires ou compléments de données qu'il estime utiles.

**Art. 6.** Chaque année, le 30 avril au plus tard, le Collège réuni dépose sur le bureau de l'Assemblée réunie, les rapports visés à l'article 4, ainsi que les fichiers et annexes visés à l'article 5.

Il dépose de même des tableaux comparatifs des données communiquées par les CPAS ainsi que des tableaux permettant de mesurer l'évolution de ces données dans le temps.

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 700 [2001/31095]

**8 JUNI 2000.** — Ordonnantie betreffende het opstellen van een jaarverslag over de armoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

#### HOOFSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** In deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° « *Verenigde vergadering* » : de verenigde vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

2° « *Verenigd College* » : van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

3° « *O.C.M.W.* » : Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn;

4° « *Betrokken personen en instellingen* » : de personen en de openbare of private instellingen die, naast de O.C.M.W.'s, actief opkomen tegen de bestaansonzekerheid, de armoede, de sociale uitsluiting en de ongelijke toegang tot de rechten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan de lijst door het Verenigd College wordt vastgesteld.

#### HOOFSTUK II. — Het opstellen van het jaarverslag

**Art. 3.** Het Verenigd College bezorgt de betrokken personen en instellingen jaarlijks uiterlijk op 15 februari een syntheseverslag van de maatregelen die de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tijdens het vorige kalenderjaar heeft genomen ter bestrijding van de bestaansonzekerheid, de armoede, de sociale uitsluiting en de ongelijke toegang tot de rechten.

Het Vereniging College dient dit verslag en de lijst van de betrokken personen en instellingen tevens in bij de Verenigde Vergadering.

**Art. 4.** De betrokken personen en instellingen die wensen deel te nemen aan het artikel 7 bedoelde rondetafelgesprek, bezorgen het Verenigd College jaarlijks uiterlijk op 31 maart hun activiteitenverlag over het vorige kalenderjaar en een syntheseverslag met hun voorstellen en opmerkingen die stof kunnen leveren voor het debat.

Het Verenigd College kan een standaardmodel voor het activiteitenverslag vaststellen opdat de activiteitenverslagen gemakkelijker met elkaar vergeleken kunnen worden en om ze relevanter te maken voor het debat.

**Art. 5. § 1.** Elk O.C.M.W. bezorgt het Verenigd College jaarlijks, uiterlijk op 31 maart, de gegevens bedoeld in de bij deze ordonnantie gevoegde signalementskaart.

Het Verenigd College kan de signalementskaart na advies van de O.C.M.W.'s, zo wijzigen dat ze relevanter wordt voor het debat. In dat geval hebben de O.C.M.W.'s een maand om hun advies te geven.

§ 2. Elk O.C.M.W. kan bij de ingevulde signalementskaart alle stukken, opmerkingen of aanvullende gegevens voegen die het nuttig acht.

**Art. 6.** Het Verenigd College dient bij de Verenigde Vergadering jaarlijks uiterlijk op 30 april, de verslagen bedoeld in artikel 4 en de kaarten en bijlagen bedoeld in artikel 5 in.

Het bezorgt tevens vergelijkende tabellen met de door de O.C.M.W.'s meegedeelde gegevens en tabellen die het mogelijk maken de evolutie van die gegevens in de tijd te volgen.